

SOLIDAIRES DÉRANGE L'EXTRÊME DROITE : CONTINUONS !

SOMMAIRE :

**P2 L'EXTRÊME DROITE, UN
DANGER POUR L'ÉCOLE**

**P6 JOURNÉE CONTRE LA
BANALISATION DE
L'EXTRÊME DROITE DANS
LES MÉDIAS**

**P8 NOUVEAU TRACT DE
L'UNION CONTRE
L'EXTRÊME DROITE**

P10 BIBLIOTHÈQUE

Dans le dernier numéro de ce bulletin nous faisons le constat que le monde syndical et plus particulièrement notre syndicalisme était pris pour cible par l'extrême droite avec notamment la dégradation des locaux de la Grange aux Belles, mais également dans d'autres villes, ainsi que des locaux CGT. C'est malheureusement encore le cas en ce début d'année.

Concrètement il s'agit à la fois d'agressions verbales et/ou physiques, de dégradation de locaux, et d'attaques idéologiques dans les "médias" d'extrême droite qui s'en prennent à notre activité syndicale et jettent en pâture les noms de nos camarades dans des articles calomnieux ou des fichages nauséabonds.

La Commission Ripostes syndicales face à l'extrême droite tient à assurer les camarades agressés ou calomniés de son soutien indéfectible.

Par ailleurs, le site Rapports de force a établi une cartographie des nombreuses violences commises par

l'extrême droite en 2021 : <https://rapportsdeforce.fr/boite-a-outils/carte-2021-un-an-de-violences-de-l'extreme-droite-010712334>

Cette rage manifeste de l'extrême droite contre notre activité syndicale et le mouvement social est la preuve, s'il en fallait, que nos combats dérangent leurs ambitions. En quelque sorte ces agressions nous renforcent à continuer et à amplifier la lutte antifasciste.

En cette période électorale où les théories d'extrême droite gangrènent le débat public il est important de renforcer notre autodéfense. Laissons le virilisme matamore à nos adversaires : notre force, c'est notre solidarité et notre capacité à construire une protection collective et à amplifier des mobilisations unitaires antifascistes.

L'EXTRÊME DROITE DE LE PEN À ZEMMOUR EST UN DANGER POUR L'ÉCOLE, POUR LES PERSONNELS ET POUR LES ÉLÈVES !

CONNAÎTRE
L'EXTRÊME DROITE

UNE PROGRESSION ALARMANTE DE L'EXTRÊME DROITE

À l'approche des élections présidentielles, l'extrême droite est quasi omniprésente dans les médias : Zemmour et Le Pen imposent les termes du débat public.

D'une part, l'extrême droite impose sa vision du monde qui repose sur la peur et la haine de l'autre : les personnes immigrées, musulmanes, juives ou LGBTI... et l'exaltation d'une "nation française" entendue comme excluante.

D'autre part, la progression de l'extrême droite et la diffusion de ses idées réactionnaires dans la société encouragent l'action des groupes d'ultra-droite violents : depuis 2017, neuf attentats terroristes, dont trois depuis août 2021, ont été déjoués et leur menace est grandissante. Ces groupes violents appellent à s'en prendre à des lieux de culte (mosquées et synagogues), à des lieux qu'ils associent à l'immigration, ou à des lieux « de gauche », des personnalités politiques ou encore dernièrement des centres de vaccination.

20 ans après les manifestations anti-Le Pen, les candidat·es d'extrême droite se sont hissé·es en haut des sondages d'opinion. SUD éducation décrypte leur programme pour l'école.

L'ÉCOLE DOIT ÊTRE UN REMPART SOCIAL CONTRE L'EXTRÊME DROITE

Du temps du FN de Jean-Marie Le Pen, le discours de l'extrême droite sur l'école se concentrait sur la défense d'une école privée largement confessionnelle. Depuis, avec la tentative de dédramatisation engagée

par Marine Le Pen, le Rassemblement national a essayé de s'implanter via le Collectif Racine dans l'Éducation nationale, heureusement sans succès. Le collectif Racine créé en 2013 a pour objectif de diffuser sa vision décliniste de l'école auprès des personnels. Pour ce collectif dont la plupart des membres soutiennent actuellement Zemmour, l'école est en "péril" du fait de l'esprit de mai 68 et des théories pédagogiques : c'est bien mal connaître les difficultés des personnels dans l'école actuelle !

L'Éducation nationale, c'est plus d'un million de personnels. Il est vital de ne pas fléchir face aux discours de l'extrême droite et de continuer à convaincre nos collègues que l'extrême droite consiste un danger colossal pour l'école, pour ses personnels et ses élèves mais aussi pour la démocratie sociale en général. Les programmes du RN et de Zemmour pour l'école poursuivent deux objectifs :

→ accentuer la ségrégation sociale en instaurant un service public d'éducation au rabais, ce qui a pour objectif d'organiser la fuite vers l'enseignement privé pour les élèves des classes supérieures,
→ instrumentaliser le service public d'éducation pour diffuser une idéologie réactionnaire.

L'EXTRÊME DROITE SOUTIENT LA POLITIQUE DE BLANQUER

Depuis l'investiture du ministre Blanquer, le Collectif Racine n'a rien écrit des politiques de casse du service public d'éducation orchestrées par celui-ci : rien sur les suppressions de postes, rien sur les réformes des lycées qui ont pourtant dégradé les conditions de travail des

personnels, ni sur Parcours sup' qui opère une sélection sociale inacceptable !

L'extrême droite de Le Pen à Zemmour est satisfaite de l'action du ministre Blanquer et se félicite :

- de la priorité au développement de l'école privée, largement confessionnel : la plus forte augmentation de budget pour la rentrée 2022 concerne l'enseignement privé et l'obligation de scolarisation à partir de 3 ans oblige l'État à financer le développement des écoles privées,
- des attaques contre la liberté pédagogique des enseignant·es afin d'uniformiser les pratiques,
- de l'aggravation de la sélection sociale et la mise en concurrence des élèves via les réformes des lycées et Parcours sup',
- de la liquidation de l'éducation prioritaire via une baisse drastique de moyens pour les établissements qui accueillent les élèves les plus défavorisés,
- de l'absence de véritable politique de prévention et de lutte contre les discriminations,
- du dévoiement de la laïcité pour diffuser des idées islamophobes.

ZEMMOUR ET LE PEN VEULENT UNE ÉCOLE QUI CONSACRE LES INÉGALITÉS ET LES DISCRIMINATIONS

Lorsque l'on observe les propositions du Rassemblement national ou de Zemmour pour l'école, on remarque qu'il n'y a pas de remise en cause de la politique actuelle de Blanquer. Bien au contraire, l'extrême droite propose des mesures encore plus rétrogrades, dangereuses et inégalitaires.

**L'EXTRÊME DROITE
NE PARLE PAS DES
VRAIES DIFFICULTÉS DE
L'ÉCOLE**

Dans son programme, le RN ne parle jamais des difficultés des personnels de l'Éducation nationale : du bâti délabré, des injonctions permanentes de la hiérarchie, du manque de moyens et de formations pour les personnels, du manque de personnels médico-sociaux et AESH.... Au contraire, l'école n'apparaît dans le programme du RN, que pour appuyer un discours xénophobe sur l'insécurité. Sur les 18 brochures programmatiques du RN, aucune ne concerne l'école ! Même constat chez Zemmour, pour qui le thème de l'école rime avec "théorie du genre", "immigration", "effondrement du niveau" mais jamais avec "manque de moyens", "classes surchargées", "organisation pathogène du travail", "manque de reconnaissance pour les personnels" : cette instrumentalisation de l'école par l'extrême droite est insupportable. → L'extrême droite instrumentalise le discours républicain pour diffuser ces idées inégalitaires

Le programme du RN diabolise les "banlieues" et crée un récit fantasmé de celles-ci. Le RN dit vouloir y rétablir "sans concession de l'ordre républicain" qui se décline dans son Plan Banlieue en trois mots : "discipline", "sécurité" et "répression". Au contraire, SUD éducation et l'ensemble des organisations progressistes revendiquent le rétablissement des services publics dans les quartiers populaires avec un financement à la hauteur des besoins afin de garantir l'accès de tou·tes aux droits constitutionnels : le droit à l'éducation, à la santé, au logement... Les services publics et les droits sociaux sont le fondement d'une société qui garantit l'égalité de traitement entre tou·tes.

La traduction dans le secteur de l'école de ce dévoiement du discours républicain s'incarne dans "l'action

19" du "Plan banlieue" du RN qui consiste à "Développer les internats d'excellence et y instaurer la priorité nationale".

L'action du RN consiste donc à développer un dispositif dont les personnels sur le terrain ont déjà éprouvé l'inefficacité et les résultats décevants, en y ajoutant une mesure profondément raciste. Ici le RN montre son vrai visage : celui d'un parti qui discrimine les enfants et détruit le vivre-ensemble en imposant un régime d'inégalités en fonction de la nationalité. C'est l'extension d'un régime de préférence nationale aux élèves qui est proposée par le RN. Cette proposition va à l'encontre de notre projet d'une école ouverte à tou·tes !

L'urgence pour l'éducation prioritaire n'est pas de développer les dispositifs d'excellence mais bien d'élever la qualité du service public d'éducation qui est largement dégradé dans les quartiers populaires du fait du manque de moyens.

**NOSTALGIE DU RETOUR À L'ÉCOLE DE
LA IIIÈ RÉPUBLIQUE : INÉGALITÉS ET
AUTORITARISME AU PROGRAMME**

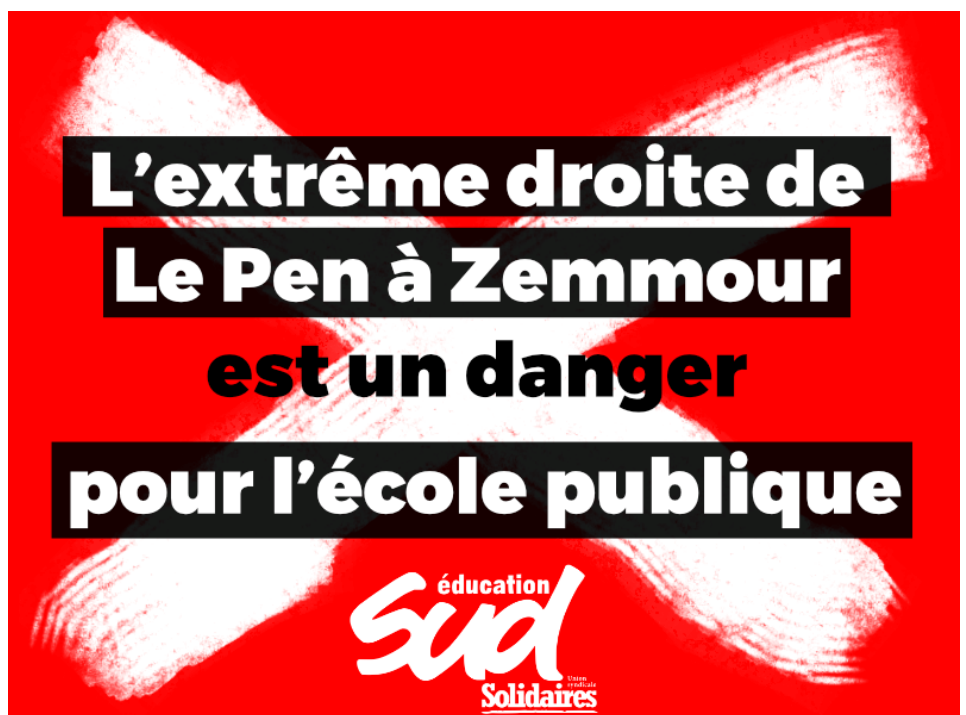
La prose de Le Pen et celle de Zemmour mettent au jour une vision autoritaire de l'école. La première mesure du RN pour l'école est

d'instaurer un uniforme ou une blouse à l'école et au collège pour les élèves. A nouveau, le RN ne propose que des mesures "de vitrine", passésistes et rétrogrades, qui ne permettront pas d'améliorer les conditions d'étude des élèves. Le retour à l'uniforme fait partie d'une vieille rengaine de l'extrême droite nostalgique de l'école de la IIIe République.

Or il faut rappeler que l'école de la IIIe République était une école profondément inégalitaire qui organisait une ségrégation et une hiérarchie sociale accrue. L'école de la IIIe République opérait une sélection forte puisque les enfants du peuple n'avaient pas accès aux mêmes écoles que les enfants des classes supérieures. C'était également une école des inégalités entre les filles et les garçons. Sans compter que cet école soutenait et diffusait le discours colonial de l'impérialisme français.

Le collectif Racine va plus loin dans la nostalgie de cette école du passé en proposant, comme Zemmour, la suppression du "collège unique" afin d'orienter vers la voie professionnelle les élèves dès la fin de la sixième pour commencer au plus tôt l'apprentissage.

Zemmour en appelle sur le site de



son mouvement "Génération Z" à "une école sélective et méritocratique". Son modèle est explicite : il faut, pour Zemmour, sélectionner les élites prioritairement parmi les enfants des élites. Pour lui, la sous-représentation des enfants d'ouvrier·es et d'employé·es dans l'enseignement supérieur et en particulier dans les filières les plus sélectives, s'explique par leur manque de "mérite", contrairement aux enfants des classes les plus favorisées qui sont eux sur-représentés dans l'enseignement supérieur et en particulier dans les grandes écoles. Ainsi Zemmour tend à confondre le mérite et la naissance. Au contraire, le rôle d'une démocratie sociale est de donner davantage à celles et ceux qui, par les conditions sociales dans lesquelles ils et elles vivent, ont moins de chances de poursuivre les études de leur choix.

La fin du collège unique incarne la politique ségrégative de l'extrême droite dont l'objectif est d'orienter le plus tôt possible les enfants des classes populaires vers un métier nécessitant peu de qualifications scolaires en brimant leur accès à une culture commune dispensée dans les enseignements généraux. Au contraire, la question pour SUD éducation est celle de rendre le service public d'éducation plus

accessible aux élèves qui ont des difficultés scolaires et sociales plus importantes, et surtout pas de les exclure de l'école comme le propose l'extrême droite. La scolarité unique via "le collège unique" est un progrès social que le manque de moyens (les classes surchargées, l'absence de fléchage d'heures pour financer les options...) met en danger. De même, selon les brochures du RN, le retour de l'uniforme permettrait d'imposer "l'unité nationale" dans "les quartiers". Les personnels de l'Éducation nationale savent que le RN pose les mauvaises questions avec son obsession du nationalisme et qu'imposer un vêtement ne constitue pas une solution aux défaillances des missions régaliennes de l'État dans les quartiers populaires.

Néanmoins, les mesures autoritaires du RN ne concernent pas uniquement les élèves, mais également les personnels. L'une des mesures énoncées par le RN pour l'école concerne le lancement d'un "plan de contrôle des enseignements" afin que "les enfants aient bien accès à un enseignement conforme à nos valeurs". Le RN prône une instrumentalisation de l'école au service de son idéologie. Les valeurs du RN ne sont pas celles de l'école ni de ses personnels. Il est à craindre

des fortes restrictions contre la liberté pédagogique des enseignant·es si l'extrême droite arrivait au pouvoir.

Les attaques contre les personnels ne s'arrêtent pas là car Zemmour attribue la soi-disant et très controversée "baisse du niveau de l'école" aux méthodes pédagogiques des enseignant·es qui ne pratiquent pas selon lui suffisamment le "modèle d'antan", c'est-à-dire "les méthodes traditionnelles d'acquisition des savoirs, le « par cœur », la leçon magistrale, l'autorité du maître." : les enseignant·es sont pourtant les mieux placés pour évaluer les difficultés de leurs élèves et mettre en œuvre des méthodes pédagogiques adaptées, même si celles-ci ne plaisent pas au polémiste d'extrême droite.

SUD éducation s'oppose à cette conception rétrograde de l'enseignement et défend la diffusion des pédagogies émancipatrices.

L'EXTRÊME DROITE DÉFEND UNE CONCEPTION NATIONALISTE, SEXISTE ET XÉNOPHOBES DE L'ÉCOLE

Pour l'extrême droite, de Zemmour à Le Pen, il faut mettre davantage en avant l'enseignement du français et de l'histoire, considéré comme "des fondamentaux". Cette obsession montre bien la méconnaissance du secteur de l'éducation par l'extrême droite, ainsi que sa volonté d'instrumentaliser l'école au service de son idéologie. Par ailleurs, on peut facilement déduire que cette proposition s'applique prioritairement aux élèves issus des classes populaires qui étudient au sein de l'école publique, les élèves issus des classes supérieures auront eux toujours accès à une formation plus complète et plus riche grâce à toutes les officines privées de cours particuliers, de cours du soir ainsi qu'au sein de l'école privée.

CONNAÎTRE
L'EXTRÊME DROITE

FAIRE TAIRE L'EXTRÊME DROITE : UN COMBAT SYNDICAL



Le programme du RN au sujet du contenu des enseignements s'attache principalement à renforcer le volume horaire des cours d'histoire et de français dans une visée exclusivement nationaliste : il s'agit de "mettre en place un Roman national qui redonne des repères historiques, identitaires et culturels uniques à tous les petits Français" selon les mots du RN. On voit bien à quel point l'enseignement est instrumentalisé par l'extrême droite. Pour l'extrême droite, l'exaltation de la nation, c'est avant tout l'exclusion et la domination pour toutes celles et ceux qui n'entrent pas dans ce "roman national" homogène et unique. Au contraire, à l'école, on apprend aussi le vivre-ensemble et la tolérance. Le RN œuvre pour rendre invisibles les différences et uniformiser la population autour du fantasme de la nation française. C'est pourquoi le RN propose deux mesures visant à discriminer les populations qu'il ne juge pas conformes à son idéologie nationaliste.

D'abord, le RN revendique la suppression des enseignements de langue et de culture d'origine (ELCO) : cette mesure est une mesure purement xénophobe qui a pour but de discriminer les personnes immigrées en les contraignant à couper les liens linguistiques qu'elles pouvaient conserver avec leur pays d'origine.

De plus, le RN vise spécifiquement les élèves de confession musulmane en revendiquant l'interdiction des repas de substitution dans les cantines. Pourtant les repas de substitution ne dérogent pas aux exigences de neutralité du service public. Le Conseil d'État a rendu une décision en ce sens le 11 Décembre 2020 en indiquant que : « la laïcité n'est ni le reniement ni le cantonnement des religions. Elle est la condition du respect des choix

personnels dans une société ouverte où histoire et patrimoine ont été souvent forgés par les grandes traditions spirituelles ou religieuses.

La laïcité de l'État implique donc une neutralité des services publics à l'égard de toutes les croyances ou pratiques religieuses ». Avec sa proposition d'interdiction des repas de substitution, le RN continue de dévoyer l'idée de laïcité à des fins islamophobes et antisémites. Sur le site de Génération Z, on peut lire un résumé très explicite du programme de Zemmour pour l'école puisqu'il est écrit qu'« Eric Zemmour estime que l'idéologie progressiste occupe une place trop importante dans les programmes scolaires de l'enseignement secondaire », c'est pourquoi Zemmour défend un programme composé des pires régressions sociales pour l'école : il dénonce la place des femmes dans les programmes d'histoire et de tous les enseignements qui permettraient de lutter contre les discriminations et de sensibiliser les élèves aux enjeux de la crise climatique.

En octobre 2021, suite à la sortie de la circulaire concernant l'accueil des élèves trans en milieu scolaire, il disait vouloir interdire leur accès à l'école : Zemmour défend le règne de l'intolérance et de la maltraitance.

Zemmour se fait ainsi la voix des groupes d'ultradroite, des suprémacistes blancs, des antisémites mais aussi des militants de la Manif pour tous qui le soutiennent activement.

LES PERSONNELS DE L'ÉDUCATION DOIVENT ÊTRE UN REMPART CONTRE L'EXTRÊME DROITE

L'extrême droite instrumentalise le discours républicain et la laïcité afin de véhiculer des idées contraires aux valeurs démocratiques de la République. Chacune des

propositions du RN ou de Zemmour sur l'école a une visée raciste, islamophobe, nationaliste, autoritaire ou rétrograde.

Les personnels de l'Éducation nationale œuvrent chaque jour à construire une école émancipatrice pour les élèves mais aussi à construire la société de demain en sensibilisant les élèves à la lutte contre les discriminations, aux enjeux environnementaux mais aussi aux idéaux de justice sociale. Ces aspirations des personnels sont incompatibles avec le discours de l'extrême droite, qu'il soit celui de Marine Le Pen, d'Eric Zemmour ou d'autres colporteurs de haine.

SUD éducation porte cette démarche dans un cadre unitaire, notamment à travers la publication récente d'une tribune dans le quotidien Libération appelant les personnels à faire front contre l'extrême droite et ses idées. Les personnels subissent depuis 5 ans l'action désastreuse d'un ministre autoritaire et ultra-libéral. L'extrême droite au pouvoir ne remettra pas en cause la politique de Blanquer : elle ne fera que l'accroître en réprimant, en discriminant davantage jusqu'à mettre en danger la démocratie elle-même.

19 novembre 2021



Une intersyndicale de l'éducation à laquelle participe Sud Education a mis en ligne un appel et du matériel contre l'extrême droite à retrouver sur :

<https://www.education-contre-extreme-droite.fr/>

MÉDIAS ET EXTRÊME DROITE, HALTE À LA BANALISATION

JOURNÉE CONTRE LA BANALISATION MÉDIATIQUE DE L'EXTRÊME DROITE : LE COMBAT CONTINUE !

CONNAÎTRE
L'EXTRÊME DROITE

Solidaires était présent à cette initiative importante, que ce soit pour sécuriser l'évènement, tenir notre table de presse Solidaires mais également lors des débats, avec la présence du SNJ.

Le 12 février, Acrimed et VISA organisaient une grande journée publique d'information et de débats autour des liaisons dangereuses entre médias et extrême droite.

Ce sont plus de 700 personnes qui se sont rassemblées pour assister et participer aux différents débats. Au programme, après un début tambour battant avec la Fanfare invisible : trois tables rondes, une dizaine d'intervenant-e-s (Safia Dahani, Annie Collovald, Laure Dasinières, Samuel Gontier, La Horde, Ugo Palheta, Dominique Pinsolle, Antton Rouget, SNJ, SNJ-CGT...) et plus de 4 heures de réflexion et d'échanges sur la question de la banalisation médiatique de l'extrême droite.

Plus de vingt collectifs, médias indépendants, associations, syndicats, éditeurs et libraires ont également répondu à l'appel pour présenter leur travail et leurs actions : Les Amis du *Monde diplomatique*, Arrêt sur images, Attac, Basta, la campagne Antiracisme & solidarité, Contretemps, Fréquence Paris Plurielle, La Horde, la Jeune Garde, la LDH, Libertalia, Les mots sont importants, le MRAP, Politis, Publico, le RAAR, le SNJ, le SNJ-CGT, Solidaires, Spectre, Syllepse ainsi que l'illustrateur de notre affiche Fred Sochard.

La journée était diffusée en direct sur Radio Cause Commune et une partie des débats sur la chaîne Twitch de David Dufresne. Les vidéos et les podcasts seront à retrouver dans les



prochains jours sur les sites d'Acrimed et de VISA.

Acrimed et VISA remercient très chaleureusement toutes les personnes présentes et tou-te-s les militant-e-s qui ont rendu possible la tenue de cet évènement.

Le succès de cette journée témoigne d'une inquiétude très largement partagée face à l'état du paysage médiatique et de l'information, en particulier par temps de campagne présidentielle ; d'une inquiétude face à la rapacité du médiavore Bolloré et au système médiatique en général,

qui contribue depuis si longtemps à la légitimation de l'extrême droite et repousse toujours plus loin la banalisation de ses représentants.

Mais ce succès nous enseigne surtout la force des ripostes collectives et nous impose de poursuivre le combat : consolider cette dynamique unitaire et faire en sorte que cette journée ne reste pas sans lendemain. Acrimed et VISA s'y attèlent dès à présent !

À suivre

Acrimed & VISA

EN POLOGNE, EN FRANCE ET AILLEURS, LE SYNDICALISME COMBAT L'EXTRÊME DROITE !

COMMUNIQUÉ DÉNONÇANT LES COLLUSIONS ENTRE SOLIDARNOSC ET LE RN

Ce qui se passe à la frontière entre la Pologne et la Biélorussie est effroyable. Des milliers de personnes migrantes –femmes, hommes et enfants– sont prises en otage par les gouvernements de ces deux pays et plus largement les gouvernements de l'Union européenne. L'exil choisi par ces personnes n'est jamais un choix de complaisance. Il répond à une urgence vitale ; les insupportables inégalités sociales entre diverses zones de la planète, les guerres, l'extrême misère due à l'exploitation capitaliste qui a besoin du colonialisme et des régimes liberticides, sont parmi les raisons.

Le pouvoir biélorusse joue de manière ignoble avec la vie des migrants et des migrantes pour défendre ses seuls intérêts, qui sont opposés à ceux des milliers de personnes coincées à la frontière. Mais le pouvoir polonais ne se soucie pas plus des personnes humaines parquées à la frontière. En tant que syndicalistes, nous défendons le droit de toutes et tous à choisir l'endroit où il/elle veut vivre sur terre. Cela se complète de luttes pour l'égalité des droits. Nous agissons aussi pour

combattre la misère qui touche une part importante de la planète.

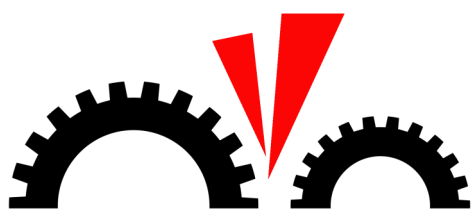
Tout cela est à l'opposé de l'action de l'extrême droite. C'est pourquoi, nous condamnons avec force la collusion entre le syndicat Solidarnosc et le Rassemblement national. Le syndicat polonais donne la parole dans sa presse à la présidente du parti politique français et appuie celle-ci dans le rejet des personnes migrantes et le soutien aux actions armées menées par le pouvoir polonais.

Bien sûr, c'est une honte. Mais il ne s'agit pas de s'en tenir à des jugements moraux. Le fascisme, le racisme ne sont pas des « idées », ce sont des crimes contre l'humanité dont il faut combattre l'émergence, partout et toujours.

Nos organisations syndicales, Ogólnopolski Związek Zawodowy Inicjatywa Pracownicza et Union syndicale Solidaires, dénoncent le choix fait par Solidarnosc, soutiennent les actions menées pour la défense de toutes les travailleuses et les travailleurs quel que soit leur

nationalité, appellent à renforcer la défense des droits des personnes migrantes, soulignent que la misère, les guerres, la répression, l'exploitation sous tous ses formes sont source de la grande majorité des migrations. L'action syndicale internationale est une des réponses à cette situation ; c'est ce que nos deux organisations entendent continuer à mener, notamment à travers le Réseau syndical international de solidarité et de luttes, qui tiendra sa quatrième rencontre internationale en avril 2022 à Dijon (France).

Depuis, la situation en Pologne est bien entendu marquée par la guerre déclenchée par la Russie en Ukraine. A ce propos, il est possible de lire des informations syndicales venues d'Ukraine, de Russie, de Pologne, de Biélorussie, sur laboursolidarity.org, le site du Réseau syndical international de solidarité et de luttes dont Solidaires est membre.



**INICJATYWA
PRACOWNICZA**

Union
syndicale
Solidaires

EXTRÊME DROITE - L'ENNEMIE DES TRAVAILLEUSES ET TRAVAILLEURS, DES FEMMES ET DE LA JEUNESSE

TRACT DE L'UNION SYNDICALE SOLIDAIRES

SOLIDAIRES
EN ACTION

UN CREUSEMENT SANS PRÉCÉDENT DES INÉGALITÉS

En France, en 2019, 14,6% de la population vivait sous le seuil de pauvreté, soit 9,2 millions de personnes et la situation s'est empirée avec le Covid : 360 000 emplois ont ainsi été détruits en 2020. La pauvreté touche tout particulièrement les familles monoparentales (85% de femmes) : plus d'une sur trois vit sous le seuil de pauvreté, soit 2,3 millions de personnes.

Par contre, les riches ont largement profité de la crise sanitaire. Ainsi, les 43 milliardaires français ont gagné 175 milliards d'euros en 2020 – soit l'équivalent de deux fois le budget de l'hôpital public -, dépassant leur niveau de richesse d'avant la crise (Bolloré le mécène de l'extrême-droite possède 8 milliards en 2021, contre 4,5 milliards en 2020).

L'EXTRÊME-DROITE, L'ALLIÉE DU CAPITALISME

Marine Le Pen et Eric Zemmour ne disent rien là-dessus. Si l'extrême-droite parle « d'unité nationale », c'est pour mieux nier la lutte des classes et créer des divisions sur des fondements racistes ou identitaires. D'ailleurs Zemmour est très clair, « face à la folle lutte des classes » il dit vouloir « la réconciliation des classes (...) qui réunira l'entrepreneur et le travailleur ». Mais il n'y a en réalité aucun intérêt commun entre les milliardaires et les personnes vivant sous le seuil de pauvreté. Comme il ne peut y avoir d'union entre les travailleurs/ses et les patrons qui les exploitent. La lutte des classes est juste la réalité de la société capitaliste.

Finalement, si l'on fait le compte, Le

Pen comme Zemmour s'inscrivent dans la poursuite de la politique économique de Macron : protéger les grandes fortunes, réduire les droits des salarié-es, détruire la protection sociale... Et continuer sa politique autoritaire et sécuritaire, pas si éloignée que ça des programmes de l'extrême-droite. La répression des mouvements de contestation par une police surmilitarisée a été d'une ampleur inédite sous le quinquennat Macron.

CRÉER DES DIVERSIONS ARTIFICIELLES POUR CACHER LES VRAIS SUJETS SOCIAUX

Alors que les salaires, les inégalités sociales, l'environnement, le chômage et la destruction des services publics sont les vraies préoccupations des gens, les figures de l'extrême droite hyper-médiatisées se focalisent sur des thèmes essentiellement sécuritaires pour diffuser leurs idées nauséabondes. Le racisme et la xénophobie restent le fondement des programmes et de l'idéologie des partis d'extrême-droite. Zemmour a été condamné en septembre 2021 pour "provocation à la haine raciale". Quant au RN, on ne compte plus le nombre de ses membres condamné-es pour violence, provocation à la haine, négationnisme etc. Les groupes d'extrême-droite multiplient les dégradations contre des locaux syndicaux et les agressions physiques, généralement en tout impunité.

RASSURER LES PATRONS

Pour mieux gagner les votes des classes populaires, Le Pen prétend avoir pris un virage "social" : vagues promesses de taxation des grandes

entreprises, d'augmentation des petits salaires, de baisse de la taxe sur le pétrole etc. Dans le même temps, elle propose des mesures pour s'attirer les faveurs du patronat : remboursement de la dette Covid, suppression des cotisations sociales.

DES RÉACTIONNAIRES PATENTÉS

Eric Zemmour véhicule sans complexe une idéologie sexiste et homophobe. Pour lui, les femmes ne sont que des objets sexuels, « au cerveau archaïque », à disposition des « prédateurs » que sont les hommes. Le Pen comme Zemmour remettent en cause le droit inconditionnel à l'IVG, l'égalité des droits entre couple homosexuels et hétérosexuels et veulent abroger le mariage pour tous. Si Marine Le Pen peut donner l'impression de rester modérée sur ces sujets, c'est purement tactique. Et cela ne l'empêche pas d'instrumentaliser les droits de femmes à des fins nationalistes et racistes !

ÉCOLOGIE ET EXTRÊME-DROITE : LE BRUN N'EST PAS VERT

Zemmour comme Le Pen instrumentalisent les inquiétudes légitimes concernant la planète pour proposer un programme démagogique, réactionnaire et nationaliste. Après avoir longtemps tenu des discours climato-sceptique, l'une et l'autre proposent de fausses solutions comme la défense inconditionnelle du nucléaire. Le Pen défend le « localisme », une version identitaire de l'écologie quand Zemmour, tout à la défense des intérêts patronaux, souhaite réduire les normes environnementales.

SOLIDAIRES REVENDIQUE

- la hausse générale des salaires, des minimas sociaux, des pensions ;
- de retraite et des indemnités chômage ;
- la mise en place d'un salaire étudiant ;
- le gel des prix sur les produits de première nécessité et la baisse des taxes à la consommation ;
- le renforcement de notre système de retraites et l'abandon de la réforme des retraites à points de Macron ;
- le développement des services publics ;
- l'abrogation de la réforme de l'assurance chômage, l'indemnisation de toutes/tous les chômeurs/ses ;
- des politiques réelles de lutte contre les discriminations.



CARTOGRAPHIE DE L'EXTRÊME DROITE FRANÇAISE LA HORDE & REFLEXes— MISE À JOUR JANVIER 2022

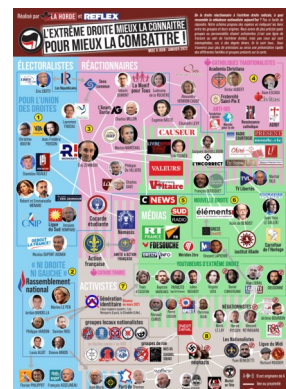
Nouvelle mise à jour de la cartographie de l'extrême droite que la Horde et REFLEX.es publient régulièrement depuis 10 ans.

Cette cartographie sera peut-être la dernière publiée car l'atomisation du camp nationaliste, la faiblesse des structures collectives au détriment de la mise en avant d'individus obligent à

repenser cet outil de compréhension de l'extrême droite.

Retrouvez la cartographie et sa présentation complète ici :

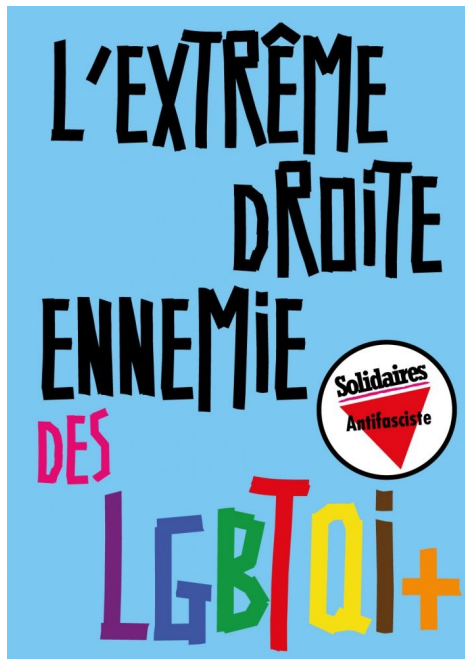
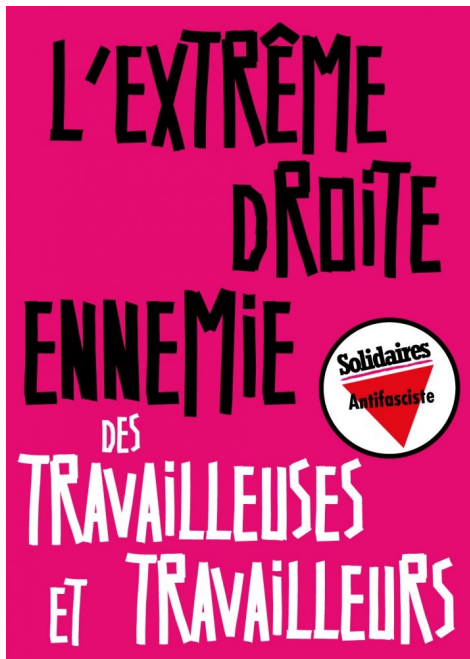
<https://lahorde.samizdat.net/Cartographie-de-l-extreme-droite-francaise-mise-a-jour-janvier-2022>



NOUVEAUX MATÉRIELS MILITANTS CONTRE L'EXTRÊME DROITE

SOLIDAIRES
EN ACTION

Les Solidaires locaux ont reçu des nouveaux autocollants et affiches, ça tombe bien : en ce moment il y a plein d'affiches dégueulasses à recouvrir !



SOLIDAIRES-MÉTÉO NE TRANSIGE PAS AVEC L'EXTRÊME DROITE

MOTION DE RETRAIT DES MANDATS AUX SYMPATHISANT.ES D'EXTRÊME DROITE

La campagne présidentielle en cours est très largement polluée par les thématiques d'extrême droite portées par certain·es candidat·es avec la complicité des médias mainstream. Ce climat nauséabond est entretenu pour empêcher l'évocation des vrais problèmes et détourner la colère sociale vers des boucs émissaires fabriqués de toute pièce.

La banalisation des idées d'extrême droite fait malheureusement son office et elles diffusent dans toutes les strates de la société, y compris dans

certains milieux militants (de gauche) où on ne les attendrait pas.

Solidaires-Météo n'a jamais été confronté à cette situation, mais notre syndicat anticipe le risque.

Le Conseil National de Solidaires-Météo a voté la motion suivante :

L'affichage en tant que candidat·e, sympathisant·e ou militant·e d'extrême droite d'un·e adhérent·e de Solidaires-Météo dans le cadre des campagnes électorales de 2022

déclencherait immédiatement le retrait des éventuels mandats de représentant·e des personnels au nom de Solidaires-Météo de l'adhérent·e.

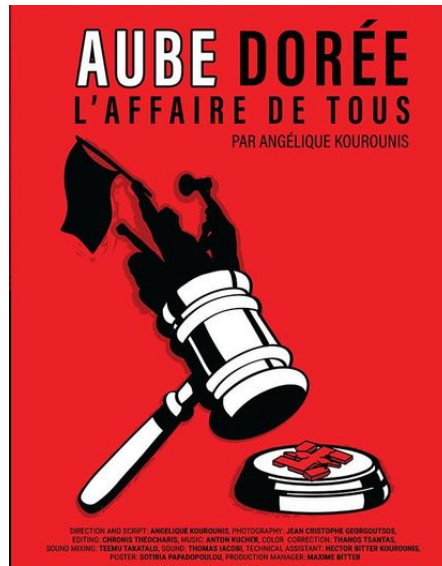
Une procédure d'exclusion serait également déclenchée conformément à nos statuts.



AUBE DORÉE, L'AFFAIRE DE TOUS

ANGÉLIQUE KOUROUNIS

La Démocratie peut-elle encore définitivement venir à bout d'Aube Dorée sans faire entorse à ses principes ? Malgré le procès en cours depuis plus de quatre ans, procès qui vise à démontrer qu'Aube Dorée n'est pas un parti politique, mais une organisation criminelle à caractère militaire et structure pyramidale, cette formation reste toujours troisième force politique dans les intentions de vote. Comment est-ce possible ? Comment peut-on encore voter Aube Dorée ? Une formation dont les membres ou sympathisants continuent d'agresser en plein jour des journalistes, des avocats, des opposants politiques, des migrants ? Le travail commencé en 2009 sur ce parti n'est pas fini. Après avoir enquêté sur la nature et l'organisation de ce parti néo-nazi grec, la réalisatrice Angélique Kourounis recherche désormais quelles sont les réponses à donner à Aube Dorée ? Comment riposter ? Est-ce que la réponse serait devant les tribunaux, dans un barrage politique de tous



partis ? Un boycott médiatique ? Une prise de conscience sociale ? Un réel enseignement à l'école ? Ou via une résistance plus musclée ? Les conséquences de la crise économique et sociale qui touchent de plus en plus de pays européens, l'instabilité politique qui s'installe, le désaveu des dirigeants politiques et l'échec de la gauche à s'organiser face à ce fléau sont au centre de ce documentaire qui essaie de

comprendre pourquoi Aube dorée est toujours présente sur la scène politique. Une Aube Dorée qui n'a pas changé de cap ni d'idéologie. Le méandre noir sur fond rouge qui rappelle furieusement la croix gammée flotte toujours sur ses bureaux en plein centre d'Athènes. Une Aube Dorée toujours créditée, selon les sondages de 8% des voix, qui se présente à toutes les élections, qui sert d'épouvantail politique, qui continue à jouer les martyrs, mais qui est mis à mal par le procès historique encours contre elle. Un procès plus important que celui de Nuremberg et qui est la colonne vertébrale de ce documentaire. Angélique Kourounis a dédié plusieurs années de travail à ces recherches autour du parti néonazi grec toujours troisième parti sur l'échiquier politique grec après des décennies d'actions meurtrières. C'est son quatrième film sur la question.

LE FAUX SOIR

CHRISTIAN DURIEUX, DENIS LAPIÈRE, DANIEL COUVREUR

Le 9 novembre 1943, la résistance belge vient de réussir le coup le plus audacieux de l'histoire de la presse clandestine en diffusant, au nez et à la barbe de l'occupant nazi, un pastiche du "Soir volé", le quotidien belge confisqué à ses propriétaires par la Propaganda Abteilung qui avait aussi substitué à ses journalistes d'avant-guerre une rédaction composée de zéloteurs de l'ordre nouveau. 50000 exemplaires seront distribués soit dans le circuit normal, soit par les circuits clandestins à 10 francs pièce afin de financer le Front

d'Indépendance. Le 9 novembre 1943, le grand éclat de rire qui parcourt la Belgique occupée est entendu jusque dans les capitales alliées, Londres et Washington. Si le Faux Soir fut une illustration de la zwanze bruxelloise, il fut surtout un acte de bravoure et de résistance qui valut la mort ou la prison à ses auteurs. Ce passionnant récit interroge le pouvoir des mots et de la satire comme arme de résistance contre toutes les oppressions. Un fac-similé du journal sera inséré dans l'ouvrage !



LES UTOPIQUES N°20 – A PARAÎTRE EN JUIN

SYNDICALISTES CONTRE L'EXTRÊME DROITE

BIBLIOTHÈQUE

Le combat contre l'extrême droite se résume trop souvent en une alternative entre antifascisme de rue et vote barrage. L'action syndicale est trop souvent ignorée pourtant les luttes sociales, l'auto organisation, la solidarité de classe sont autant d'outils et d'armes à disposition des syndicats pour combattre l'extrême droite. Ce numéro des Utopiques, la revue de l'Union syndicale Solidaires, revient sur l'engagement syndical contre l'extrême droite, notamment à Solidaires, hier et aujourd'hui, ici et ailleurs.

Le projet politique, économique et social de l'extrême droite est en contradiction même avec les objectifs du syndicalisme : la disparition du salariat et du patronat, l'union des travailleuses et travailleurs en vue de préparer l'émancipation intégrale qui passera nécessairement par l'expropriation capitaliste. Aujourd'hui comme hier, ici et ailleurs, des syndicalistes agissent quotidiennement pour démasquer et s'opposer à l'extrême droite.

Le syndicalisme en tant qu'organisation de classe s'oppose de fait à l'extrême droite mais une fois ce constat posé qu'en est-il de l'action syndicale contre l'extrême droite ? Et d'abord comment décrire l'extrême droite, ses contours, ses développements contemporains ? Concrètement si le syndicalisme, en tant qu'organisation de classe, a un rôle primordial à jouer dans la lutte antifasciste, quelles sont les actions des syndicalistes pour lutter contre l'extrême droite et la propagation de ses idées ? Comment combattre syndicalement l'extrême droite ?

L'Union syndicale Solidaires est depuis toujours engagée dans le combat antifasciste en agissant au

quotidien pour l'égalité des droits, contre l'injustice, pour la sécurité au travail - contre le racisme et la xénophobie. C'est là que pour nous se mène l'essentiel de la lutte contre l'extrême droite, au quotidien, dans la fraternité des luttes où se retrouvent côte à côte l'ensemble des travailleurs et travailleuses quelle que soit leur origine.

Pour lutter efficacement contre l'extrême droite et ses idées il est nécessaire de la (re-)connaître. C'est ce dont il sera question dans une première partie. La Commission antifasciste de l'Union syndicale Solidaires dressera un portrait global de la situation actuelle en France. Des articles traiteront ensuite de l'histoire de l'extrême droite en France depuis les premiers succès électoraux du FN au début des années 80. Un focus traitera spécifiquement des stratégies propres à l'extrême droite d'infiltration dans les mouvements sociaux (écologie, Gilets jaunes, etc.), ou les tentatives d'implantation syndicale dans la police. Seront ensuite abordés la question de la naturalisation de la Femme du point de vue de l'extrême droite et l'une des manifestations contemporaine le « fémonationalisme ». Loin de se limiter à sa dimension électoraliste, au FN/RN ou encore Zemmour, l'extrême droite est plurielle et active dans de nombreux champs. Aujourd'hui omniprésente dans certains médias grands publics, les relation ambivalentes de l'extrême droite avec les médias seront analysés en lien avec ACRIMED tandis qu'on présentera un phénomène en pleine expansion : les Youtubeurs d'extrême droite. Grégory Chambat analyse pour sa part l'action des « réac-publicains » dans le domaine de l'éducation. Autre

domaine pollué par l'extrême droite, l'écologie, au nom de la défense des paysages et de la tradition. C'est cet écofascisme dont il s'agira de décrire les particularités.

Dans une seconde partie il sera question de l'engagement contre l'extrême droite au sein de l'Union syndicale Solidaires, au quotidien à travers les luttes des travailleurs et travailleuses sans-papiers, dans les villes conquises électoralement par l'extrême droite, dans les mobilisations sur différents territoires et enfin dans l'engagement toujours renouvelé de Solidaires dans les initiatives intersyndicales. Nous n'oublierons pas notre camarade Clément, tombé sous les coups de militants néonazis. Enfin nous évoquerons le travail de VISA, dans laquelle Solidaires est particulièrement active, depuis sa création en 1996, et dans ses développements locaux notamment à l'occasion des succès électoraux de l'extrême droite.

Notre antifascisme est un internationalisme, aussi la situation à l'internationale ne saurait être ignorée. Ainsi différentes propositions reviendront sur la situation en Espagne (l'extrême droite dans l'État espagnol), en Italie (fascisme et syndicalisme), au Brésil (le cas Bolsonaro) ou aux États-Unis (l'extrême droite aujourd'hui mais également l'action des IWW au début du XX^e siècle).

Pour finir ce numéro reviendra sur l'antisémitisme de l'extrême droite hier et aujourd'hui et sur l'expérience de Ras L'Front afin d'en tirer de précieux enseignements dans la construction de nouveaux fronts de lutte antifasciste.

Union
syndicale
Solidaires

31 rue de la Grange aux Belles - 75 010 Paris
tel : 01 58 39 30 20 - fax : 01 43 67 62 14
contact@solidaires.org - www.solidaires.org
Pour contacter la commission : contactantifa@solidaires.org